



**PRÉFET
DE LA
CÔTE-D'OR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne – Franche-Comté
Unité Départementale de la Côte d'Or**

Dijon, le 06 janvier 2022

Arrêté préfectoral n°24

mettant en demeure la société Seteo de respecter des prescriptions pour
les installations classées qu'elle exploite sur la commune de SAINT-APOLLINAIRE

Le Préfet de la Côte-d'Or

VISAS ET CONSIDÉRANTS

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le Code de justice administrative ;

Vu la directive n° 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), dite directive IED ;

Vu la décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10/08/18 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive IED susvisée, publiée le 17 août 2018 ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures technologies disponibles applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 23 décembre 2014 autorisant la société Seteo à exploiter des installations de tri, transit, regroupement ou traitement de déchets dangereux et non dangereux, sises rue en Clairvot à SAINT-APOLLINAIRE (21850) ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 24 février 2016 et 15 mars 2018, complétant ou modifiant l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé ;

Vu le dossier du 30 août 2019 relatif au réexamen IED des installations vis-à-vis des conclusions susvisées sur les MTD pour le traitement des déchets ;

Vu le dossier de porter à connaissance (PAC) du 1^{er} juillet 2020 à travers lequel la société Seteo :

- déclare les modifications apportées dans l'exploitation de l'aire de transit des déchets de métaux et l'aire d'entreposage des déchets de bois et connexes ;
- sollicite l'autorisation de mettre en service, en complément du système physico-chimique et de l'évapo-concentrateur, une station de traitement biologique pour atteindre les valeurs limites d'émission des eaux résiduelles (ou eaux de process) ;

Vu le courrier électronique du 14 octobre 2020, à travers lequel l'Inspection des installations classées indique à la société Seteo les manquements ou compléments attendus pour permettre l'instruction du PAC et dossier de réexamen IED susvisés ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées du 22 novembre 2021 transmis à la société Seteo conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courrier préfectoral du 29 novembre 2021, qui avise la société Seteo des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'elle encourt et qui l'informe de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de quinze jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix ;

Vu l'absence de réponse de la société Seteo au terme du délai déterminé dans le courrier préfectoral du 29 novembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du Code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 19 octobre 2021, l'Inspection des installations classées constate que la société Seteo ne respecte pas les dispositions suivantes :

- arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 :
 - article 1.2.1 → l'exploitant ne peut démontrer à tout instant que le site ne relève pas de la directive Seveso III (par dépassement direct ou la règle des cumuls) ;
 - article 1.6.1 →
 - des installations ont été mises en service sans avoir fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance. En effet, des structures « Toutabri » sont montées (charpente métallique et couverture plastique), séparées (sur 3 faces) par des blocs en béton de type lego (non joints entre eux) sur une hauteur de 3 à 4 m environ. Des déchets sont entreposés à l'intérieur des deux cellules. La cuve enterrée, devant faire office de rétention, n'est pas encore installée ;
 - le PAC du 1^{er} juillet 2020 susvisé est incomplet ;
 - article 7.2.3 → un extincteur et un RIA ne sont pas facilement accessibles ;
 - article 7.3.3. → les installations électriques ne sont pas entretenues en bon état ;
 - article 7.3.7 → les dispositifs de protection contre la foudre, issus de l'étude technique foudre, ne sont pas tous effectifs ;
 - article 7.4.1 → à proximité de l'évaporateur, des bidons de produits dangereux (soude) ne sont pas placés sur rétention ;
 - article 9.4.3.1 → le dossier de réexamen du 30 août 2019 est incomplet ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 24 février 2016 :
 - annexe I → le plan des installations précise qu'un accès est réservé aux pompiers. Or, cet accès est encombré et inutilisable d'un point de vue opérationnel.

CONSIDÉRANT que, face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions du I de l'article L.171-8 I du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Seteo de respecter les prescriptions des articles considérés de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 février 2016 susvisés ;

CONSIDÉRANT que la société Seteo a été mise à même de présenter ses observations ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : OBJET

La société Seteo, dont le siège social est situé route de Gray à SAINT-APOLLINAIRE (21850), est mise en demeure, pour les installations de tri, transit, regroupement ou traitement de déchets dangereux ou non dangereux qu'elle exploite sises rue en Clairvot à SAINT-APOLLINAIRE :

- dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - de démontrer à tout instant que la règle des cumuls, définie à l'article R.511-10 du Code de l'environnement, n'est pas dépassée (c'est à dire que les installations ne relèvent pas de la directive Seveso III), tel que prévu à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé ;
 - de rendre facilement accessibles l'ensemble du réseau d'extincteurs et de RIA installés sur le site, conformément à l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé ;
 - de placer les produits ou déchets liquides dangereux sur rétention en application de l'article 7.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé ;
 - de rétablir l'accès pompier identifié sur le plan figurant en annexe I de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 février 2016 susvisé, ou à défaut identifier un autre accès pompier ;
- dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - de transmettre au Préfet de la Côte d'Or, en application des articles 1.6.1 et 9.4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé, les compléments attendus sur le dossier de réexamen IED et le PAC susvisés, en apportant notamment les éléments exigés par l'Inspection des installations classées dans son courrier électronique du 14 octobre 2020 ;
 - de porter à la connaissance du Préfet de la Côte d'Or les nouvelles installations mises en services sans dépôt d'un PAC conforme à l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé ;
- dans un délai de cinq mois à compter de la notification du présent arrêté :
 - d'entretenir les installations électriques, notamment en levant les observations ou non-conformités du dernier rapport de vérification, en application de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé ;
 - de mettre en œuvre toutes les préconisations, recommandations ou exigences issues de l'étude technique foudre, conformément à l'article 7.3.7 de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2014 susvisé. Une vérification complète doit permettre de justifier de cette mise aux normes.

ARTICLE 2 : SANCTIONS

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} du présent arrêté, n'est pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être engagées en application de l'article L.173-1 du Code de l'environnement, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au II de l'article L. 171-8 du même code.

ARTICLE 3 : INFORMATION DES TIERS

En application de l'article R.171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de la Côte d'Or pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de DIJON (21000), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ARTICLE 5 : EXÉCUTION

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté, qui est notifié par lettre recommandée avec avis de réception à la société Seteo. Une copie du présent arrêté est adressée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Région Bourgogne-Franche-Comté (unité départementale de la Côte d'Or) ;
- M. le maire de SAINT-APOLLINAIRE.

Fait à DIJON, le 06 janvier 2022

LE PRÉFET
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,

SIGNÉ

Christophe MAROT